

CHOMAGE

Vieilles recettes, mauvaises recettes



syndicaliste John Castegnaro s'est voulu conciliateur en rappelant "la responsabilité et l'action communes". Ainsi Biltgen peut continuer à protéger l'Adem, cible de multiples critiques sur le plan national et européen, tandis que les syndicats conservent leurs "initiatives pour l'emploi", qui ne sont malheureusement guère plus que des salles d'attente pour des sans emploi. La cerise sur le gâteau des mesures annoncées par le ministre est le prêt de 25.000 euros accordé à des chômeurs qui fondent une entreprise. Cela peut être une chance pour quelques-un-e-s, c'est sans doute une manière de "responsabiliser", voire de culpabiliser les chômeuses et chômeurs, mais cela ne fera pas baisser le chômage de manière significative.

Partis et syndicats

Il y a un an, ce débat aurait probablement donné lieu à un piquet de protestation des syndicats devant la Chambre, pour rappeler les licenciements collectifs des derniers temps. Les temps ont changé: John Castegnaro, ex-président de l'OGBL, siège désormais au parlement, et son successeur Jean-Claude Reding cultive un nouveau style. Ensemble avec le LCGB, il invitait mardi dernier à une conférence de presse sur les "Lignes directrices intégrées" (LDI), qui regroupent la stratégie européenne pour l'emploi et les "Grandes orientations des politiques économiques" (GOPE). Les syndicats espéraient ainsi attirer l'attention des médias sur des processus plus abstraits que les débats ronronnants de la Chambre, mais décisifs pour l'avenir du modèle luxembourgeois.

Pour qui redoute un démantèlement de l'Etat-providence, Bolkestein et Fontagné sont de vieilles connaissances. Maintenant, il va falloir se familiariser avec les LDI et les GOPE. En effet, critiquent les syndicats, le volet "emploi" est le parent pauvre des Lignes directrices proposées par la Commission européenne pour la période 2005-2008. Les LDI sont un nouvel outil de la politique économique européenne, décidé suite au constat d'échec de la stratégie de Lisbonne. Afin de recentrer celle-ci autour de la croissance et de l'emploi, les institutions européennes et les gouvernements nationaux vont se mettre d'accord sur des lignes directrices. Les LDI regroupent les différentes dimensions économiques de la politique européenne: macroéconomique et microéconomique (GOPE) ainsi que l'emploi. Aux yeux des syndicats, intégrer ces dimension qui jusqu'ici étaient couvertes par des processus distincts est une bonne chose. Mais ils constatent "un déséquilibre entre les fortes orientations de la politique économique et les lignes directrices

de l'emploi, celles-ci étant d'ailleurs assurément conditionnées par les premières".

"Plutôt que de tirer les leçons de l'échec de Lisbonne, on applique les vieilles recettes", constate Jean-Claude Reding. Les syndicats reprochent aux LDI de se focaliser sur la modération salariale et la lutte contre l'inflation plutôt que de relancer la consommation. En voulant "adapter" le marché du travail aux exigences des dogmes libéraux, elles renforcent les appréhensions des populations à l'égard de la construction européenne.

Un point a particulièrement irrité les syndicats: les solutions proposées aux problèmes de financement des retraites. Les Lignes directrices appellent à décourager la retraite anticipée et à introduire un système par capitalisation. "Nous voulons conserver le système de retraite par répartition, qui fait partie du modèle social européen", dit Jean-Claude Reding. C'est un des points où il y a eu désaccord au sein du Conseil économique et social. Ce dernier vient d'ailleurs également de rendre son avis sur les LDI. Pour une fois, cet avis n'a pas été adopté à l'unanimité, mais contre les voix des représentants syndicaux.

Modèle à sauvegarder

Un plan national transportant les LDI doit être remis à l'automne par chaque Etat membre. Les syndicats semblent décidés à empêcher un démantèlement social qui serait présenté aux citoyen-ne-s comme imposé "par Bruxelles". Mais leurs argumentations ne sont pas exemptes de faiblesses. Ainsi Robert Weber, président du LCGB, a le mérite d'avoir dénoncé - en termes crus - la qualité de notre système scolaire. Mais il est inconséquent quand il reproche aux patrons d'embaucher des frontaliers plutôt que des résidents, alors que les patrons seraient fous de préférer les candidats mal qualifiés.

Par ailleurs, les propositions des syndicats en matière d'emplois se limitent à la relance par une hausse de salaires et à des investissements massifs dans la formation. Pas un mot sur les choix fondamentaux en matière de création d'emplois dans le secteur des services. En effet, les services à la personne comme la garde d'enfants et l'aide à domicile constituent un secteur en plein essor et potentiellement "riche en emplois". Pour organiser ce secteur, on a le choix entre la logique de marché, comme aux Etats-Unis, avec les inégalités sociales qui en découlent, et la logique publique, comme dans les pays scandinaves. On a aussi le choix entre une main d'oeuvre correctement formée et payée, et une main d'oeuvre en partie recrutée dans le cadre des mesures pour l'emploi, comme c'est le cas au Luxembourg. Cette pratique ne va certainement pas dans le sens de la qualité et de la sécurité de l'emploi réclamées par les syndicats. Mais elle permet de réduire le chômage apparent et de sauver la face du modèle luxembourgeois pour quelques années encore.

Raymond Klein

Tabac: la balle chez les patrons

Lundi, trois ministres avaient donné rendez-vous à la presse pour présenter les nouvelles actions du gouvernement en matière de lutte anti-tabac. Elles se résument essentiellement dans la publication d'un "guide pour une politique en matière de tabagisme dans l'entreprise". Fumoirs et ventilations séparées, sensibilisation du personnel, interdictions, sanctions et support aux fumeurs, voilà les mesures proposées aux chef-fe-s d'entreprises, auquel-le-s on signale par ailleurs les pertes économiques dues aux pauses-cigarette. Le gouvernement semble donc toujours miser sur les recommandations plutôt que sur des mesures législatives. Et même le projet de 2003 qui porte réforme de la "loi sur la sécurité et la santé des travailleurs au travail" ne prévoit que l'employeur doit prendre "les mesures nécessaires afin que les travailleurs soient protégés de manière efficace contre les émanations résultant de la consommation de tabac d'autrui". Le Luxembourg est avec l'Espagne et la Roumanie un des rares pays en Europe qui n'ont pas d'obligation législative à installer des fumoirs sur les lieux de travail. Même si la Fondation contre le Cancer "met beaucoup d'espoir dans la nouvelle politique anti-tabac du Gouvernement", elle souligne cependant qu'à côté d'une hausse substantielle des prix des cigarettes, une interdiction de fumer dans les lieux accueillant le public et sur les lieux de travail "est indispensable dans une telle politique".

Luftfahrt als Teil des Emissionshandels

Seit Dienstag läuft die diesjährige Grüne Woche der EU-Kommission. Im Mittelpunkt der Veranstaltungen steht der Klimawandel und die Frage, wie die Luftfahrt in das System des Emissionshandels mit eingebunden werden kann. Vor allem Letzteres ist kein leichtes Unterfangen. Erst am Montag machte Giovanni Bisignani, Chef der Internationalen Lufttransportgesellschaft, passend zum Kommissionsvorschlag auf die globale Krise in der Luftfahrt aufmerksam. Aufgrund der hohen Kerosinpreise müsse der Sektor dieses Jahr mit einem Verlust von sechs Milliarden Dollar rechnen. Bislang sind Flugzeugemissionen vom Kyoto-Protokoll ausgenommen. Es wird geschätzt, dass sie rund 3,5 Prozent des Anteils der menschlichen Aktivitäten ausmachen, die den Klimawandel bewirken. Bislang liegt die Verantwortung, für eine Reduzierung der Treibhausgasemissionen zu sorgen, alleine bei den Fluggesellschaften. Die Kommission will nun marktorientierte Instrumente nutzen, weil diese in ihren Augen das effizienteste Mittel sind, die realen Kosten des Fliegens sichtbar zu machen.

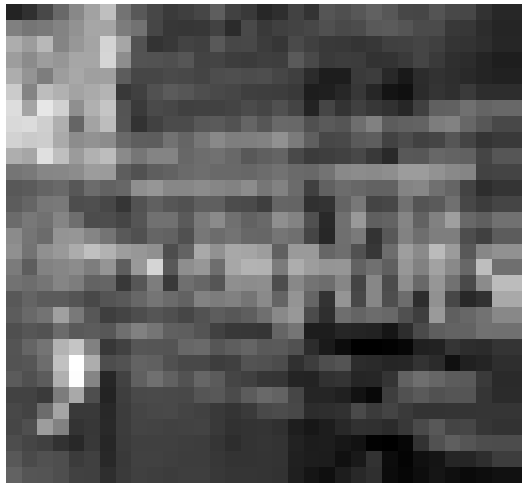
Habitations à loyers monstrueux

Comme dans d'autres domaines, l'étranger jalouse notre système d'attribution de logements sociaux. Pourtant, une cinquantaine de locataires ont manifesté ce mardi devant la Chambre des député-e-s pour y dénoncer la manière dont doivent être effectués les remboursements après décompte. Pour le président du Fonds du logement, Daniel Miltgen, les manifestant-e-s n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes. Etant donné que les loyers sont calculés en fonction du revenu - qui compte pour 75 pour cent - et de la surface pondérée, les locataires sont prié-e-s de signaler tout changement au niveau de leur situation financière. Dans le cas contraire, ils/elles devront combler la différence lors du décompte annuel. Mais la note est devenue particulièrement salée parce que le Fonds s'est vu confronté à des problèmes informatiques de 2001 à 2003. Maintenant, il faut régler les décomptes cumulés de ces années. Daniel Miltgen, pour sa part, n'entend pas faire marche arrière, car "les locataires qui ont toujours payé correctement leur loyer n'ont pas de problèmes".

Les partis politiques semblent incapables de s'attaquer au chômage. A défaut, on risque d'appliquer des recettes néolibérales européennes dans une recherche effrénée de compétitivité.

"Pas de grands changements nécessaires", c'est en substance ce que le ministre du Travail François Biltgen a conclu du débat de consultation sur le chômage de mardi dernier. En effet, face à des chiffres alarmants, la réaction de la Chambre des député-e-s a été très retenue. Malgré une croissance soutenue, autour de quatre pour cent, et de nombreux emplois créés, le chômage des résident-e-s a continué à augmenter pour atteindre 4,6 pour cent en avril. "Cette corrélation paradoxale entre la croissance de l'emploi et du chômage caractérise notre marché de l'emploi", constate une motion adoptée à la quasi-unanimité par la Chambre. Ce texte renforce l'impression que les député-e-s n'ont rien à dire sur le sujet. On y trouve des vœux pieux comme "inciter les entreprises à prendre conscience de leur responsabilité sociale" et des exigences douteuses comme celle d'activer les demandeurs d'emploi "en les responsabilisant davantage". Et même des niaiseries comme le souhait de rapprocher "le monde économique du marché de l'emploi".

Rien de vraiment nouveau n'a été demandé par le parlement, rien de nouveau n'est proposé par le gouvernement. Former les demandeurs d'emploi non qualifiés, évaluer les mesures existantes, moderniser l'Adem. Cela fait très longtemps qu'on en parle ... et qu'un même parti gère le ressort du Travail avec un même laisser-faire.



Internet gratuit pour les chômeurs parisiens. Est-ce là la solution miracle?

(photo: Raymond Klein)